



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction des collectivités locales  
et de la coordination interministérielle**

**Arrêté préfectoral n° 2022-1027 du 19 août 2022**

mettant en demeure la société AXÉRÉAL de respecter les prescriptions réglementaires relatives aux non-conformités importantes et caractérisées pour les activités qu'elle exerce sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre, route de Savigny

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 5 février 2020 du président de la République portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

**Vu** le décret du 17 août 2021 du président de la République portant nomination de monsieur Carl ACCETONE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 autorisant l'extension d'un stockage d'engrais liquides et portant mise à jour des prescriptions applicables à un établissement existant ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 août 2006 prescrivant des mesures de réduction du risque pour les silos situés à Moulins-sur-Yèvre ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 et fixant des prescriptions pour la réalisation de compléments à l'étude des dangers pour l'établissement situé à Moulins-sur-Yèvre ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2009.1.1517 du 23 septembre 2009 mettant à jour la situation administrative de l'établissement exploité par la société Epis-Centre, sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre, et fixant des prescriptions complémentaires concernant la gestion des engrais solides à base de nitrate d'ammonium, le magasin de stockage des semences conditionnées, la surveillance des performances des Mesures de Maîtrise des Risques, et la protection des installations contre le risque foudre ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 avril 2011 autorisant le changement d'exploitant d'Epis Centre au profit d'AXÉRÉAL ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2013 approuvant le règlement du PPRT du site AXÉRÉAL de Moulins-sur-Yèvre ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0639 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à monsieur Carl ACCETTONI, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, relatif à l'inspection du 9 juin 2022 des installations exploitées par la société AXÉRÉAL à Moulins-sur-Yèvre, transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 juillet 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** la mise à jour en date du 9 août 2018 des études de dangers du site exploité par la société AXÉRÉAL, route de Savigny, sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre ;

**Vu** le courrier en date du 21 juillet 2022 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 27 juillet 2022 ;

**Considérant** que l'établissement exploité par la société AXÉRÉAL sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement et relevant du régime de l'autorisation pour les rubriques 4510 et 4702 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement notamment, avec le statut Seveso Haut ;

**Considérant** que ni le responsable des activités relevant du statut Seveso Haut ni le personnel des entreprises extérieures ne sont formés aux risques des installations et à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;

**Considérant** que le chapiteau nommé approvisionnement n'est pas équipé d'un système de détection automatique d'incendie ;

**Considérant** qu'il convient que l'exploitant remédie à ces non-conformités importantes et caractérisées, pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXÉRÉAL de respecter les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et du point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code précité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Cher ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

La société AXÉRÉAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture – CS 40 639 – 45 166 OLIVET Cedex, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite route de Savigny, sur la commune de Moulins-sur-Yèvre (18 390), de respecter les dispositions suivantes :



#### Point 1 – Article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014

*« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement (...) reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. »*

**Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant justifie de la formation des différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, notamment les responsables d'activités, sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### Point 2 – Article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014

*« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. »*

**Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant justifie de la formation du personnel des entreprises extérieures, sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### Point 3 – Point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

*« La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. »*

**Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant justifie de la mise en conformité du chapiteau « approvisionnement » en l'équipant d'un système de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant.

### **ARTICLE 2**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure dans les délais impartis et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1, par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

#### **ARTICLE 5**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 6**

Le secrétaire général de la préfecture du Cher et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Centre - Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société AXÉRÉAL et au maire de Moulins-sur-Yèvre.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Carl ACCETTONE